

OFFICE DE LA RECHERCHE
SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE
OUTRE-MER

MINISTERE
DU
PLAN

MINISTERE
DE
L'AGRICULTURE



L'ANALYSE ECONOMIQUE SPATIALE
METHODES ET INDICATEURS



SECTION ECONOMIE

CENTRE DE PETIT BASSAM
COTE D'IVOIRE

SCIENCES HUMAINES
Volume IV-N°3-1971

OFFICE DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE
ET TECHNIQUE OUTRE-MER

CENTRE DE PETIT-BASSAM - ABIDJAN - COTE D'IVOIRE

L'ANALYSE ECONOMIQUE SPATIALE
METHODES ET INDICATEURS

Section Economie

Ce travail a été réalisé par MM. Ancey, Bonnefond, Castella, Chevassu,
Michotte et Lierdeman, économistes à l'CRSTDM.

S O M M A I R E

<u>CHAPITRE PREMIER</u> : LE CHOIX DES DONNEES ET DE LEUR CADRE DE RECUEIL	2
Section I : Les données	3
Section II : Le cadre de recueil de l'information ..	6
 <u>CHAPITRE DEUXIEME</u> : LES METHODES D'ENQUETE	9
Section I : La définition de l'unité d'observation. et la constitution de l'échantillon ...	11
Section II : Les méthodes d'investigation	13
 <u>CHAPITRE TROISIEME</u> : LE CHOIX DES INDICATEURS DE FONCTIONNE- MENT ET DE CROISSANCE	23
Section I : Les indicateurs concernant l'organisa- tion, le fonctionnement, et le degré de spécialisation	24
Section II : Les indicateurs de polarisation	30
Section III : Les indicateurs de niveau de vie	37
 CONCLUSION	39
 BIBLIOGRAPHIE	

I N T R O D U C T I O N

Ce second volet⁽¹⁾ de notre étude, s'inspire essentiellement des résultats obtenus sur le terrain dans la région de Bouaké et se propose:

- d'une part, de préciser les techniques d'investigation qui nous semblent les mieux adaptées et les plus rapides pour réunir et présenter l'information nécessaire à la prise de décision;

- d'autre part, de procéder à un diagnostic spatial, à partir d'indicateurs susceptibles de mettre en évidence les blocages et les principaux facteurs de mutation de l'économie locale. D'autres indicateurs permettent de suivre l'évolution de ce diagnostic en fonction des diverses opérations de développement.

Ces méthodes et indicateurs n'ont d'autre prétention que de fournir un instrument de travail à ceux qui ultérieurement entreprendraient une étude semblable (régionale, urbaine ou rurale) en Côte d'Ivoire. Il ne faut donc pas y chercher un appareil théorique confirmé ni encore moins un modèle universel d'analyse régionale. Ce travail est empirique et s'adresse à des praticiens.

Nous analyserons successivement:

- . les données et leur cadre de recueil,
- . les méthodes d'enquête,
- . les indicateurs de fonctionnement et de croissance.

(1) cf. dans la même série: Problèmes posés par le développement à base régionale en Côte d'Ivoire.

CHAPITRE PREMIER

LE CHOIX DES DONNEES ET DE LEUR CADRE DE RECUEIL

Section I. - LES DONNEES

A. Les données nécessaires

Chaque région présente des aspects propres liés par exemple à sa densité de population, à ses ressources naturelles, à ses relations avec l'extérieur... Mais ces caractéristiques n'apparaîtront qu'une fois entreprise une série d'investigations systématiques qui sont un préalable à la définition de comportements, d'indicateurs ou de programmes spécifiques.

Le tableau récapitulatif ci-après présente une liste de ces données préalables. Il est complété par l'indication des sources qui permettent, en l'état actuel de l'information, de recueillir rapidement certaines de ces données.

Est-il nécessaire de collecter toute cette information pour obtenir une bonne image de l'espace étudié? Tout dépend de ce que l'on attend de l'étude. Remarquons d'abord que certaines grandeurs se recoupent. La connaissance des chiffres d'affaires des commerces d'une part, et celle des circuits d'importation et d'exportation d'autre part, peut informer sur la consommation finale. Mais il faut se méfier de ce type de déduction. Rappelons ici, pour prévenir contre un usage intempestif de grandeurs économiques rassurantes, mais trop souvent formelles (comme la PIB ou le taux de croissance) que le développement dans l'espace observé est avant tout une question de transformation des comportements. Ces grandeurs n'ont donc de sens que si elles s'appuient sur une connaissance réelle des motivations, et que si ces dernières sont saisies à partir d'analyses de structure, menées à l'intérieur de nomenclatures très fines.

Autrement dit, il convient de faire preuve de beaucoup de prudence dans l'analyse de ces grandeurs. Concernant la consommation finale, par exemple, on parviendra, dans la région de Bouaké à des structures de consommation aberrantes si l'on ignore que le riz est un instrument d'échange et de crédit communément utilisé en ville, ou bien que les pagens sont un objet privilégié de thésaurisation dans

DONNEES BRUTES A RECUEILLIR	S O U R C E S	RENSEIGNEMENTS ISSUS DIRECTEMENT DES DONNEES BRUTES.
<u>DONNEES GENERALES</u>		
Caractères géographiques	Administration générale (préfectures, sous-préfectures, mairies, directions départementales)	climat, végétation, aptitudes du sol, ressources en eau
Ressources naturelles		
Répartition géographique du peuplement. Ethnies dominantes.		Densité de population. Population urbaine et rurale
Organisation sociale dans les villages et dans les centres		
Modes de production		
Productions agricoles, artisanales et industrielles dominantes		
Réseau routier		
Equipement commercial pour la distribution: <ul style="list-style-type: none"> - des vivriers - des produits de la traite - des produits manufacturés 		Degré de vitalité du secteur traditionnel, implantation du secteur moderne. Localisation et fréquence des marchés. Hiérarchie des différents centres entre eux, zones d'influence. Degré de domination par la capitale nationale.
Equipement des villages et des centres sur les plans de: <ul style="list-style-type: none"> l'enseignement la santé l'infrastructure économique l'administration générale 		en particulier approvisionnement en eau et en électricité
<u>CARACTERES DEMOGRAPHIQUES</u>		
Le population totale Répartition de la population suivant les critères habituels (âge, sexe, ethnie...) Natalité, fécondité Mortalité, maladies endémiques Phénomènes migratoires	Préfectures et sous-préfectures. Recensements antérieurs. Critique; Les recensements dont on dispose sont souvent anciens et de qualité discutable. Ils donnent rarement une image instantanée d'une zone (dispersion dans le temps). Le manque de rigueur et d'homogénéité des nomenclatures (limites géographiques, critères de résidence, critères d'emploi..) rendent aléatoires les comparaisons et plus encore, les extrapolations. Les données à recueillir se prêtent mal en outre à l'observation.	Taux de croissance, de natalité, de fécondité, de mortalité, part des migrations dans les mouvements de population. Migration des zones rurales vers les villes de la région ou l'extérieur. Migrations saisonnières et migrations durables. Motifs des déplacements...

DONNEES BRUTES A RECUEILLIR	S O U R C E S	RENSEIGNEMENTS ISSUS DIRECTEMENT DES DONNEES BRUTES.
Population scolaire Population active masculine et féminine, employée dans les secteurs primaire, secondaire ou tertiaire, privé ou public, moderne ou traditionnel.	Hormis les informations concernant la population scolaire (inspections académiques), toutes les autres données ne peuvent être obtenues que par des enquêtes longues, minutieuses et répétées (technique des passages répétés sur des échantillons de faible taille dont on connaît toutes les caractéristiques initiales). Les données concernant la population active doivent être interprétées très prudemment, quand elles résultent d'un recensement dans les lieux d'habitation (et non sur les lieux de travail): non déclaration systématique des activités de subsistance, autopromotion des intéressés aux statuts socio-professionnels élevés.	Importance du chômage réel ou déguisé ou plus généralement du sous-emploi. Population à charge Les centres vivent-ils d'un secteur privilégié (agriculture, administration, artisanat...)?
<u>PRODUCTION RURALE</u>		
Volume des productions vivrières et spéculatives Motivations des producteurs	Source: Direction de l'agriculture. Sociétés de développement agricole. Documentation existante. Caisse de stabilisation des cours.	
Associations pratiquées Statut des terres, statut des actifs agricoles Calendrier agricole	Critique: Les informations quantitatives primaires (productions, rendements à l'hectare) existent, mais de façon très approximative. Leur valeur statistique peut être notablement améliorée. L'effort doit porter en outre sur un ensemble plus vaste de données.	
Taille des parcelles. Taille des groupes de production. Temps de travaux		
Rendement par unité de surface, par actif, par groupe de production, par journée de travail	Les informations qualitatives sont bien connues en général des responsables locaux. Elles ont cependant du mal à circuler vers le haut.	
Destination de la production vivrière: autoconsommation, semences, pertes, commercialisation		
Moyens de production et consommation intermédiaire: outils, attelages, moyens mécanisés, emplois, semences.		
Impact des opérations de développement agricole sur le volume, les moyens et les mobiles de la production.		

DONNEES BRUTES A RECUILLIR	S O U R C E S	RENSEIGNEMENTS ISSUS DIRECTEMENT DES DONNEES BRUTES
<p><u>PRODUCTION ET VALEUR AJOUTEE URBAINE</u></p> <p>Volume des productions et valeurs ajoutées fournies par les secteurs de:</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'agriculture - l'industrie et l'artisanat moderne - l'artisanat traditionnel - le commerce moderne - le commerce traditionnel - les services modernes - les services traditionnels - les administrations 	<p>Sources: fichier des entreprises du Ministère du Plan : Documents fiscaux des contributions diverses : Etats de salaires des diverses administrations</p> <p>Critique: Ces trois séries de documents constituent une excellente source d'information ayant en outre l'avantage de fournir des séries temporelles longues. Elles ne concernent malheureusement que les entreprises réalisant un chiffre d'affaires important, et négligent les commerces. Tout le secteur traditionnel et semi-traditionnel échappe à l'investigation, ainsi qu'une part non négligeable des entreprises locales jeunes à statut juridique mal défini, mais qui peuvent, même sous des dehors traditionnels, représenter une part importante de l'activité locale.</p> <p>L'absence de distinction géographique entre les différents établissements d'une même entreprise est parfois très gênante, surtout dans un pays où les activités publiques et privées restent marquées par une forte centralisation.</p>	<p>Degré de concentration et de spécialisation des différentes activités. Productivité par actif. Développement des activités de subsistance. Fonction exportatrice du centre pour ses productions, son commerce, ses services. Hiérarchie des fonctions et domination par la capitale nationale. Faiblesses du système de production: degré de développement des importations.</p>
<p><u>CONSOMMATIONS INTERMEDIAIRES DU SYSTEME DE PRODUCTION</u></p> <p>Volume et degré de diversification des échanges inter-industriels régionaux: relations interindustrielles à l'intérieur des centres, entre les centres, entre les zones rurales et les centres.</p> <p>Relations interindustrielles avec l'extérieur de la région</p> <p>Degré de stabilité de ces relations. Possibilités d'évolution autonome ou dirigée.</p>	<p>Les sources sont celles indiquées pour les productions rurale et urbaine. Les réserves sont les mêmes. Elles sont approuvées ici par le fait que les statistiques concernées sont d'abord des statistiques de production et non des statistiques de relations. Le ministère du Plan essaie d'introduire des ventilations géographiques encore timides, qui ne concernent pas encore en tout cas des relations entre milieux.</p>	<p>Ce chapitre est le centre de notre analyse. Il s'agit de mesurer les relations de production. C'est par l'intermédiaire de ces relations que pourront se propager de façon privilégiée sinon décisive, les effets de développement. Si la matière sur laquelle porte le chapitre s'avère réduite, il faut étudier ce qui s'oppose à l'établissement de ces relations.</p>

DONNEES BRUTES A RECUEILLIR	S O U R C E S	RENSEIGNEMENTS ISSUS DIRECTEMENT DES DONNEES BRUTES
<p><u>FORMATION DES REVENUS</u></p> <p>On cherche l'importance des revenus provenant de l'extérieur ou allant à l'extérieur:</p> <ul style="list-style-type: none"> - transferts publics - transferts privés <p>Connaissant la valeur ajoutée, on peut calculer les revenus.</p>	<p><u>Sources</u> concernant les transferts: seul le Trésor public est susceptible de donner des informations portant uniquement sur les transferts publics. Les données susceptibles d'être fournies par la poste sont difficilement accessibles et malaisées à interpréter.</p>	<p>Part dans les revenus ruraux, de l'autoconsommation, de la commercialisation des produits de l'agriculture vivrière ou spéculative, des transferts extérieurs.</p> <p>Part dans les revenus urbains des secteurs moderne et traditionnel de la production, du commerce et des services, de l'administration, de l'extérieur. Rapports entre revenus urbains et ruraux.</p> <p>Degré de dispersion des revenus, en particulier par démultiplication des petits revenus et formation d'un certain nombre de gros revenus</p>
<p><u>CONSUMATION FINALE</u></p> <p>Consommation finale par produit, par type d'actif, par type de revenu. Modulations suivant l'éthnie, la taille et la composition des ménages (ou de toute autre unité de consommation), le caractère rural ou urbain, l'ancienneté de ce caractère, etc...</p>	<p>Pas de source sur les consommations finales, hormis dans la documentation existante.</p>	<p>Typologie des groupes de consommateurs (à défaut d'élasticités par rapport au revenu)</p> <p>Part dans la consommation des produits locaux, nationaux et étrangers</p> <p>Transformations des structures de consommation dans l'espace et dans le temps.</p>
<p><u>INVESTISSEMENTS</u></p> <p>Montant et origine des investissements suivent les secteurs concernés:</p> <ul style="list-style-type: none"> - industrie - artisanat - administrations - ménages. 	<p><u>Sources:</u> Fichier des entreprises du Ministère du Plan</p> <ul style="list-style-type: none"> : Budgets de l'état : Archives de la Direction Départementale de la Construction et de l'Urbanisme et de la Direction des Travaux publics. <p><u>Critiques:</u> Les informations disponibles sont fragmentaires et ne concernent que le montant des investissements.</p> <p>Hormis les réserves déjà faites à propos des entreprises et administrations, il faut noter la pauvreté des renseignements concernant les investissements des ménages.</p>	<p>Comportements vis-à-vis de l'épargne, de la déthésaurisation et de l'investissement.</p> <p>Relations entre la croissance du revenu et les investissements. Coefficient de capital. Phénomènes de fuite.</p> <p>Intensité et origine de l'effort d'investissement.</p> <p>Part de la région dans la formation nationale de capital.</p> <p>Développement des occasions d'investissement local et destination de l'épargne.</p> <p>Quels sont les bénéficiaires des investissements administratifs?</p>

le milieu rural. De même, si l'on souhaite étudier les transformations du système de production urbain, on ne saurait se contenter de suivre l'évolution du volume des différentes productions: il est nécessaire de suivre aussi les modifications dans l'origine ou l'ampleur des mouvements migratoires motivés par la recherche d'un travail, les transformations dans l'attitude des autochtones à l'égard du travail salarié, les initiatives bancaires, corporatives ou gouvernementales qui ont pu susciter un esprit d'entreprise nouveau chez les intéressés, les motivations des investisseurs, etc...

Il faut donc insister sur le fait que, dans un pays où les volumes de production, de consommation ou d'investissement sont relativement bien connus, mais où les ressorts et les objectifs économiques des différents agents demeurent dans une grande obscurité, il est important d'étudier systématiquement et avec le plus grand degré de finesse possible (mais pas nécessairement d'exactitude), l'ensemble des activités économiques de la population considérée.

B. Les données disponibles.

Pour établir une méthodologie d'analyse spatiale légère, il faut, au préalable, pouvoir disposer rapidement d'un nombre important de données. Qu'en est-il en Côte d'Ivoire?

Le tableau ci-joint fournit à propos de chacune des grandeurs à mesurer, des indications succinctes sur la nature des sources disponibles et sur la qualité des informations qu'elles offrent.

A propos de ce tableau quelques remarques d'ordre général peuvent être faites:

a) L'information disponible immédiatement est très incomplète. Elle ne concerne, en fait, que le secteur concentré de la production et de la consommation. Elle ne donne que des indications sommaires sur la démographie, les commerces, les services, les ménages et le secteur non concentré de la production. Même si elle était de bonne qualité, elle ne permettrait donc de mesurer que le volume de certains moteurs de la croissance (investissements, revenus) sans permettre de suivre des effets, sur le plan de la consommation par exemple, ou sur celui des changements de comportement.

b) Il n'est pas possible de suivre l'organisation des flux à partir de ces données. Cette limitation est fâcheuse pour des études qui doivent privilégier la notion de relations,

c) Nombreuses sont les informations (même parmi celles que nous qualifions de disponibles) qui ne sont pas munies d'un code géographique. Une condition indispensable à toute méthode légère d'analyse spatiale serait l'adoption systématique d'un tel code, en particulier, pour les documents budgétaires.

d) L'information disponible est parfois peu organisée. Pour connaître les investissements publics dans un département, il faut dépouiller des stocks impressionnants d'archives dans certaines directions départementales, sans qu'on ait pour autant l'assurance que le travail ainsi effectué ait été exhaustif.

e) L'information a parfois du mal à circuler: ainsi a-t-il été difficile de connaître rapidement les salaires versés par les administrations dans la région concernée. Il nous a fallu procéder à un recensement direct très lourd.

f) La collecte de l'information par les administrations est, tout naturellement d'ailleurs, guidée par des préoccupations qui ne sont pas en premier lieu d'ordre statistique. Leur qualité, de ce dernier point de vue, peut être contestable et leur intégration à un cadre statistique soulève parfois de grosses difficultés.

L'ensemble de ces lacunes nous amène alors à une première conclusion: il n'y a pas, dans le contexte actuel, d'analyse régionale légère possible en Côte d'Ivoire. Toute étude globale nécessitera des enquêtes lourdes, à moins qu'on ne se contente des indications fournies par les enquêtes régionales de 1961 - 1963. Toute étude plus précise nécessitera le recours à une société spécialisée, qui ne saurait fournir que des résultats circonscrits à l'objet de l'étude: il est alors difficile de situer les questions dans leur contexte réel, d'autant que les implications que comporte toute question sont nombreuses et souvent non évidentes a priori.

Il serait hautement souhaitable, même du seul point de vue de la rentabilité financière des études et enquêtes, que le système

actuel de recueil de l'information soit amélioré. L'administration ivoirienne, en particulier, peut dans des délais très courts et à un coût peu élevé, jouer un rôle déterminant dans ce domaine: tous les points énumérés ci-dessus peuvent, moyennant un effort réduit de direction et de coordination, trouver rapidement une solution très acceptable.

Ultérieurement, il faudrait qu'un service de statistique, doté d'un personnel et de moyens suffisants, prenne en charge l'ensemble du recueil de l'information dans le pays. L'utilisation de plans de sondage permanents sera alors possible, les pertes d'information, considérables aujourd'hui, seront éliminées et les risques d'erreur notoirement réduits. On consultera à ce sujet l'exemple très instructif de l'Inde où le "National Sample Survey de Mahalanobis" autorise des taux de sondage de 1/70,000⁽¹⁾. Il est évident alors que le coût du fonctionnement d'un service de statistiques est largement compensé par la faiblesse des taux de sondage possibles et la qualité d'une information disponible en permanence.

Section II. - LE CADRE DE RECUEIL DE L'INFORMATION.

L'information étant rassemblée, il faut maintenant la présenter de la façon la plus lisible et la plus significative possible. Deux solutions extrêmes peuvent être envisagées:

- présentation sommaire de certains agrégats (consommation, investissements, importations, exportations...) ventilés suivant une nomenclature relativement détaillée d'agents et de produits;

- utilisation d'un cadre de comptabilité nationale.

Nous ne reprendrons pas ici un débat qui a déjà suscité une abondante littérature. En dépit des lacunes et de la mauvaise qualité de l'information, nous pensons souhaitable d'utiliser un

(1) - cf. Etablissement des Programmes en économie sous-développée par Ch. PROU - Ed. DUNOD 1964. pp. 71 à 98.

cadre de comptabilité nationale que nous décontracterons à l'extrême dans le courant de l'analyse, puis que nous agrègerons à nouveau en tableaux réduits pour la présentation des résultats. La décontraction portera, en particulier sur:

a) les agents producteurs;

b) les opérations: les nomenclatures des transferts, de formation de capital, de distribution de revenus, doivent s'efforcer d'isoler les opérations par catégories homogènes;

c) les produits: il faudrait bâtir une nomenclature qui respecte à la fois et au minimum

- la ventilation de la comptabilité nationale;

- les substitutions réelles enregistrées au niveau des consommations;

- l'origine du produit sur le plan de la production (produit local, national ou importé) et sur le plan de la commercialisation. L'établissement d'une telle nomenclature est difficile. C'est pourtant la seule qui permettrait de rendre comparables les résultats des enquêtes de production, de consommation et de commercialisation. Elle éviterait la multiplication des investigations dans chacun de ces trois domaines, ainsi que la perte considérable d'informations à laquelle on doit se résoudre actuellement, faute d'une harmonisation préalable.

Si nous insistons sur la nécessité d'une analyse aussi fine, c'est qu'elle nous semble l'unique moyen d'appréhender les comportements réels et de les quantifier. Elle oblige, par ailleurs, à préciser les hypothèses de calcul et les modes d'évaluation.

L'utilisation des tableaux de la comptabilité nationale est également indispensable dans une analyse qui se propose de privilégier l'étude des flux. Elle permettra de contrôler des équilibres souvent douteux, d'éclairer la signification des soldes, de suivre l'organisation des flux et leur évolution, de préciser les grandeurs qui, dans

une analyse ou une enquête ultérieures, pourront être négligées.

C'est à ce stade que l'on pourra passer à l'établissement de tableaux d'effets induits et à l'élaboration d'indicateurs.

CHAPITRE DEUXIEME

LES METHODES D'ENQUETE

Les informations recueillies précédemment permettent de procéder:

- d'une part, à un premier découpage de la zone rurale en sous-ensembles homogènes en fonction du milieu naturel, de

la nature des sols, de la densité de population, des cultures pratiquées, du groupe ethnique, de la localisation par rapport aux axes routiers, aux marchés, aux centres semi-urbains, à la "capitale régionale";

- d'autre part, à une classification des centres secondaires à l'intérieur de catégories déterminées selon le poids démographique, le rôle de l'administration, la richesse et la spécialisation de la zone rurale, la distance par rapport à la "capitale régionale" et aux autres centres, le niveau de développement du réseau routier.

A l'intérieur de ces différents groupes, il convient d'effectuer les enquêtes à partir desquelles seront recueillies les données nécessaires à l'établissement des indicateurs partiels ou globaux susceptibles d'apprécier:

- l'organisation et le fonctionnement de chacun des milieux rural, urbain et semi-urbain et leur degré de spécialisation
- l'intensité des échanges intra et inter-régionaux
- les niveaux de vie.

Avant d'analyser les méthodes d'investigation il est nécessaire de rechercher quelle doit être l'unité d'observation et comment constituer l'échantillon?

Section I.- LA DEFINITION DE L'UNITE D'OBSERVATION ET LA CONSTITUTION
DE L'ECHANTILLON

A. La définition de l'unité d'observation.

1. Zone rurale.

Les choix sont multiples. Faut-il retenir la cour, la famille restreinte, la fraction de famille étendue, la famille étendue, le quartier ou le villane? Les sociologues ont montré combien il était difficile de définir les contours de ces différents groupements dans les sociétés à accentuation matrilineaire, compte-tenu du tiraillement permanent dont leurs membres sont l'objet entre la lignée des maternels et celle des paternels.

"La cohésion des groupements familiaux au niveau économique est toujours remise en question par le fait que tout individu... appartient à deux groupes de parenté distincts, ou encore, par le fait que les groupements de résidence ou de fonctionnement socio-économique d'une part, et les groupements de parenté, d'autre part, ne coïncident pas toujours les uns avec les autres et ils correspondent souvent à des intérêts socio-économiques divergents... (1)".

Ces observations préliminaires soulignent bien les difficultés que rencontre l'économiste lorsqu'il désire définir un cadre opératoire qui lui permette de percevoir, de quantifier et d'expliquer certains phénomènes fondamentaux du fonctionnement des sociétés rurales composant une zone donnée.

Vis-à-vis de la réalité observée, le cadre d'analyse est donc toujours mutilant. Cela est encore plus évident quand il s'agit d'étudier un milieu où le phénomène économique ne peut être abstrait du contexte sociologique dans lequel il baigne en permanence.

(1) - cf. L'organisation sociale des Baoulé.
M. et P. ETIENNE - in - Le peuplement. Etude régionale de
Bouaké - page 146.

- cf. Aussi l'excellente étude de M. YEGNAN, en pays Tagbana
(sous-préfecture de Katiola): Coopération dans la production
agricole et développement communautaire rural: l'exemple d'un
village Tagbana: N'DANA - Mémoire de maîtrise - Université de
Rennes - 1969.

Conscient de ces limites, l'économiste doit choisir l'unité qui est la mieux adaptée aux objectifs recherchés et en préciser le contenu.

Dans le cas présent, le concept de groupe de production recouvrant deux niveaux fondamentaux d'organisation de la vie économique de la communauté villageoise, l'aulobo et l'aulo, a été retenu. Par là, nous entendons le cadre dans lequel s'exercent les activités du chef de famille, des épouses, des enfants, des aides familiaux permanents ou temporaires. Celui-ci peut être considéré comme élémentaire ou élargi selon que l'on prend en considération la famille restreinte, l'aulo ou la famille étendue, l'aulobo.

2. Les centres urbains et semi-urbains:

Le choix porte sur la cour, le groupement de production, l'unité budgétaire ou le ménage. Chaque de ces cadres présente des inconvénients selon les informations que l'on veut obtenir. Aussi avons-nous retenu celui qui nous paraissait le moins altérant pour les études de consommation et de revenus, le ménage, unité la plus petite d'observation. C'est un groupement de personnes comprenant la famille au sens restreint avec éventuellement d'autres personnes à charge (parents, aides familiaux, amis, élèves) qui logent et prennent leurs repas ensemble.

B. La constitution de l'échantillon:

1. La zone rurale.

Notre investigation a porté sur le groupe de production élargi, l'aulobo à l'intérieur duquel fonctionnent, individuellement ou plus ou moins solidairement, les groupes de production élémentaires, les aulo ⁽¹⁾

(1) - cf. bibliographie: Groupes de production et niveau de revenus dans la zone d'essai à l'Ouest de Bouaké. J. Michotte

: Les notions d'activité et d'actifs à l'intérieur d'une exploitation agricole. G. Ancey.

Ce niveau d'analyse est nécessaire si l'on veut saisir certains phénomènes tels que l'occupation de l'espace, les flux migratoires, l'entraide familiale, les transferts de revenu, la dynamique des groupes dans les rapports intra-et intervillageois.

A l'intérieur des sous-ensembles homogènes, des grappes de villages ont été retenues sur la base de critères semblables à ceux qui ont permis la première délimitation. et, dans chacun d'eux, un ou plusieurs groupes de production élargis représentatifs ont été choisis, par la méthode des choix raisonnés. A l'expérience, ce procédé s'est avéré préférable à celui du sondage aléatoire.

2. Les centres urbains et semi-urbains.

Les renseignements fournis par les recensements démographiques sur l'emploi urbain donnent globalement une bonne mesure de l'emploi par branche d'activité, mais ils sont biaisés quand on pénètre dans le détail des différentes ventilations.

Il a donc été nécessaire d'effectuer un recensement exhaustif sur les lieux de travail. Outre la profession et l'ethnie du chef d'entreprise, l'enquête doit apporter des indications sur le nombre d'employés, leur statut (salariés, aides familiaux ou parents), le temps d'installation et la répartition par quartier. Sur cette base ont été établies les strates à l'intérieur desquelles a été réalisé un sondage par choix raisonné. Les taux de sondage pratiqués doivent être différents selon les branches et les secteurs d'activité, particulièrement dans les centres secondaires où certaines activités sont très peu représentées.

Section II. - LES METHODES D'INVESTIGATION.

Elles vont de l'interview très ouverte aux enquêtes comptables sur les lieux d'exercice des activités. Mais les unes et les autres sont nécessaires pour parvenir à une bonne compréhension des phénomènes.

A. Recensement démographique.

Devant la qualité discutable des informations, un recensement démographique s'avère indispensable pour déterminer dans chacun des milieux:

- le potentiel démographique et la répartition ethnique
- la structure par âge et par sexe
- l'importance de la population active
- les mouvements migratoires
- le type d'habitat, la date de construction et le mode de jouissance
- le niveau d'instruction.

Le recensement des centres secondaires et de Bouaké a été exhaustif. Cependant, nous préconisons un sondage par strate pour chacun des trois milieux étudiés. Il permet de mieux former et sélectionner les enquêteurs, de passer un temps plus long auprès des enquêtés, et d'exercer un contrôle plus strict. Ces avantages compensent les inconvénients du sondage quant à la précision des résultats.

Dans le cas d'une grande ville, il est préférable d'établir une stratification à base géographique à partir de photos aériennes. On procédera alors à une étude de la densité à l'intérieur de la ville et des nouveaux lots sur la périphérie. Ce travail pourra être rapide, mais il est indispensable si l'on veut faire au moins un dénombrement sans recensement.

B. L'enquête - budget.

L'enquête-budget s'impose au niveau des centres secondaires et de la zone rurale pour appréhender:

- les liaisons entre les ménages et les différents secteurs de l'activité économique, en fonction de leur localisation (centres, zones rurales, extérieur);
- les structures des revenus;
- les structures des dépenses;

- les transferts;
- l'épargne;
- les élasticités spatiales ou temporelles de consommation.

Pour un centre urbain tel que Bouaké, l'enquête-budget nécessite des moyens très importants qu'il sera peut-être difficile d'obtenir. Dans ce cas, on verra qu'il y a d'autres méthodes qui permettent de fournir ces informations.

L'enquête revêt deux formes, l'une rétrospective, l'autre quotidienne.

1. L'enquête rétrospective:

Elle permet de calculer aussi bien pour la zone rurale que pour les centres:

- les revenus tirés des principales activités,
- une partie des transferts en provenance ou à destination de l'extérieur,
- le niveau et la structure des grosses dépenses concernant:
 - . la consommation finale,
 - . la consommation intermédiaire,
 - . les investissements.
- l'affectation des dépenses selon la branche d'activité et le lieu d'achat.

Cependant ces informations, pour être précises, doivent porter sur une période de six mois. On pourra donc procéder à deux passages annuels l'un ayant pour base de référence le 1er Janvier et l'autre la fête de l'indépendance.

Certains éléments peuvent être difficilement obtenus par une enquête rétrospective; il est alors nécessaire d'avoir recours à une enquête quotidienne.

2. L'enquête quotidienne

La mise en place d'un dispositif d'observation à des périodes précises a pour objectif de déterminer :

- en premier lieu, les revenus qui ne peuvent faire l'objet d'un souvenir précis :

- . les produits vivriers,
- . les produits de l'artisanat,
- . les services,
- . les activités commerciales,
- . certains transferts d'origine extérieure liés à des activités de production où à des obligations culturelles.

- en second lieu, les dépenses alimentaires et de consommation courante.

Le processus d'observation doit prendre en considération certains événements rythmant les entrées et les sorties monétaires et de biens :

- le calendrier agricole,
- la période de récolte et de commercialisation des produits,
- les mouvements migratoires saisonniers.

Il convient donc de procéder à trois observations annuelles étalées sur quatre semaines chacune. Les questionnaires peuvent porter sur les recettes et les dépenses des deux jours qui précèdent. Par ailleurs, nous préconisons de coupler le recensement démographique avec le questionnaire budget-quotidien dans un premier passage. On obtient ainsi un plus grand nombre de questionnaires et on possèdera une bonne base de sondage pour la poursuite de l'enquête.

Si l'on désire obtenir des structures de consommation par catégorie socio-professionnelle, il est nécessaire de retenir un échantillon élargi. Il faut alors avoir recours à un dépouillement mécanographique.

C. Enquêtes sur les marchés et les transports.

Elles ont pour objectif de définir le poids et le rôle des marchés dans le fonctionnement et l'organisation de l'espace et de mesurer les flux régionaux. Cependant, les enquêtes sur les marchés ne nous paraissent pas toujours indispensables vu l'importance des flux qui échappent à leur influence.

1. Le poids des marchés.

Leur appréciation nécessite:

- d'une part, une évaluation par comptage des éléments suivants:

- . vendeurs de poisson séché et fumé,
- . vendeurs de produits vivriers,
- . tabliers,
- . voitures et passagers transportés.

- d'autre part, une évaluation par interview

- . des ventes de poisson séché et fumé,
- . des achats de produits locaux, par les acheteurs en provenance de l'extérieur.

2. La mise en évidence des flux

Comme précédemment on utilisera conjointement le comptage et l'interview pour déterminer:

- le nombre de vendeurs, d'acheteurs et de visiteurs, selon la provenance en distinguant la zone rurale, les centres semi-urbains de la zone, le centre urbain et l'extérieur.

- le motif des déplacements

- la nature, la provenance, l'importance des produits locaux et importés commercialisés

-- le montant des achats de produits locaux selon la provenance des acheteurs

- le montant des achats de produits importés.

La collecte de l'information indispensable à l'établissement de ces deux groupes d'indicateurs exige plusieurs passages sur les marchés en fonction:

- . du calendrier agricole,
- . de la commercialisation des produits industriels et des principaux produits vivriers,
- . de la taille des marchés,
- . de la rentrée scolaire dans certains centres semi-urbains,
- . de la fréquence des marchés.

Ce type d'enquête peut fournir une partie des informations qui ne peuvent pas être recueillies par une enquête budget dans le cas de Bouaké, et des données complémentaires pour les autres milieux.

D. Enquête sur les activités de transformation et de services.

Elles doivent faire ressortir:

- le degré de spécialisation,
- l'intensité des échanges régionaux et inter-urbains,
- le montant des investissements,
- le montant des salaires distribués,
- les dépenses d'exploitation,
- la valeur ajoutée.

Plusieurs méthodes sont utilisables pour collecter ces informations. Toutefois, dans le cas d'une grande ville, si les moyens disponibles sont insuffisants, on peut se contenter d'un dénombrement exhaustif et précis en utilisant une nomenclature très fine pour ce qui concerne le secteur traditionnel.

1. L'interview des entrepreneurs individuels.

Elle doit renseigner sur:

- le montant des investissements: équipement, bâtiment, véhicules de transport en mentionnant l'année où a été effectuée la dépense,

- le nombre de salariés, d'apprentis et d'aides familiaux avec le montant des salaires distribués et les charges supportées en précisant les variations mensuelles,

- le lieu d'approvisionnement et de vente des biens et services,

- le chiffre d'affaires pour les entreprises modernes qui disposent d'une comptabilité.

Une interview quotidienne par sondage au 1/5ème ou au 1/10ème, en période de traite et hors traite, pour les entrepreneurs individuels (artisans, commerçants indépendants et services du secteur traditionnel) permet de réunir les éléments nécessaires à l'établissement des comptes d'exploitation et d'affectation, en particulier, les postes "revenus" et "valeur ajoutée". Mais cette méthode est entachée de marges d'erreur fort importantes. On la retiendra surtout pour classer les entreprises dans des catégories ordinales.

2. Dépouillement des factures des grandes maisons de commerce.

Il peut contribuer à appréhender:

- la valeur des importations et des exportations du centre par rapport à l'extérieur et aux autres centres;

- les revenus des commerçants du centre ou de la zone d'influence;

- l'aire d'influence du commerce de gros.

Pour Bouaké, le sondage a retenu 1 facture sur 3 pour 4 mois d'un exercice, répartis suivant les indications données au préalable par les courbes de variations saisonnières. L'inconvénient de cette méthode est que les commerçants d'origine libanaise ont un circuit qui est en général indépendant des grandes maisons de commerce de Bouaké. De ce fait, ils échappent en majorité à notre observation ce qui peut biaiser les résultats comparatifs entre les centres.

3. Enquête directe dans les commerces.

Elle consiste en un inventaire:

- des stoks
- des achats dans les boutiques.

Elle n'est pas envisageable dans le cas d'un centre urbain à cause de l'importance du commerce.

a) inventaire des stoks.

Un inventaire de toutes les marchandises stockées, en début et en fin de mois, permet de se faire une idée approximative du chiffre d'affaires. Cependant elle exige la collaboration du commerçant, celui-ci pouvant s'approvisionner entre temps, ou disposer d'un stock de réserve qu'il dissimule au moment de l'enquête.

b) inventaire des achats.

A l'intérieur des boutiques ou auprès des tabliers, on peut placer un enquêteur chargé de relever l'ensemble des achats avec la nature et le prix des produits, le domicile et la profession de l'acheteur. Cette procédure exige la présence d'un enquêteur très consciencieux et psychologue qui note l'ensemble des ventes de la journée. Cette méthode doit permettre de classer les entreprises commerciales en fonction de leurs ventes de manière ordinale. Pour estimer le chiffre d'affaires il faut pouvoir tenir compte des variations cycliques et des marchandises qui peuvent être livrées par le commerçant sans transiter par la boutique.

E. Enquêtes auprès des services administratifs.

Elles ont pour objectif de cerner l'orientation et le poids des transferts publics. On distinguera:

- les investissements,
- les salaires et autres avantages,
- les dépenses de fonctionnement.

1. Les investissements

Les sources sont diverses:

a) les archives de la Direction Départementale de la Construction et de l'Urbanisme: celles-ci contiennent de façon assez complète, les ordres de paiements des différentes opérations engagées.

b) les archives de la Direction Départementale des Travaux Publics: les informations ici disponibles ne sont pas exhaustives.

2. Les salaires et autres avantages

Le nombre de salariés et leur indice doivent être recueillis auprès de chaque chef de service public.

Une interview par sondage des fonctionnaires permet de calculer le montant des allocations familiales et des loyers versés par l'administration.

Enfin, on peut obtenir auprès des établissements scolaires le nombre de boursiers avec le montant de leur bourse.

3. Les dépenses de fonctionnement.

Les dépenses de fonctionnement sont enregistrées au niveau de chaque service. Pour les centres secondaires on procède à leur analyse exhaustive d'après:

- le lieu d'achat,
- les catégories de dépenses.

Au niveau d'un centre urbain, il est nécessaire de procéder à un sondage.

CHAPITRE TROISIEME

LE CHOIX DES INDICATEURS DE FONCTIONNEMENT ET DE CROISSANCE

La collecte de l'information a été conduite de façon à permettre non seulement d'analyser les problèmes majeurs qui se posent dans l'espace étudié, mais aussi d'en prendre une mesure et de pouvoir en suivre l'évolution.

Trois séries d'indicateurs ont été définies. Les plus significatifs ont été calculés et commentés à titre d'illustration à partir de notre domaine d'investigation. Ils concernent:

1. L'organisation, le fonctionnement et le niveau de spécialisation.
2. Le degré de polarisation.
3. Le niveau de vie.

Section I. - LES INDICATEURS CONCERNANT L'ORGANISATION, LE FONCTIONNEMENT ET LE DEGRE DE SPECIALISATION.

Ils ont pour rôle de déterminer les blocages de la croissance liés aux structures internes des milieux.

1. Taux d'activité de "subsistance"

Par suite du manque d'emplois industriels, le chômage partiel est très important. Il se traduit par la dispersion du capital disponible en de multiples activités peu stables. Pour subvenir aux dépenses, toute activité susceptible de rapporter un revenu est exercée de manière temporaire; c'est ainsi que les petits artisans et vendeurs se partagent le marché en le démultipliant.

Si nous désignons ces activités par activités de subsistance, on pourra observer les changements à l'aide des deux indicateurs suivants:

$$\frac{\text{Taux de croissance de la population "de subsistance"}}{\text{Taux de croissance de la population totale}}$$

Pour Bouaké, ce rapport est égal à 1,7.

Population "de subsistance" (maximum - minimum)

Population totale

Ce dernier rapport permet de dégager un taux d'instabilité annuelle.

2. Les salaires induits par les exportations

Les exportations des différentes branches injectent des revenus monétaires qui ont pour effet primaire:

- une distribution de salaires,
- un accroissement de la consommation liée à ces activités.

Ces deux flux financent en partie la formation de valeur ajoutée.

Pour chaque branche d'activité, on peut calculer le rapport:

Salaires induits par les activités d'exportation

Revenus tirés des exportations

Selon les milieux, on mettra en relation les grandeurs les plus significatives suivantes. Nous chiffrerons ces rapports pour l'espace étudié:

a) pour la zone rurale:

$$\frac{\text{Salaires liés aux exportations des cultures industrielles}}{\text{Exportations de cultures industrielles}} = \frac{147}{1.004} = 14,6\%$$

b) pour les centres semi-urbains:

$$\frac{\text{Salaires liés aux activités de transformation et de services}}{\text{Exportations activités transformation et de services}} = \frac{42}{320} = 13,1\%$$

c) pour Bouaké:

$$\frac{\text{Salaires liés aux activités de transformation et de services}}{\text{Exportations activités transformation et de services}} = \frac{2.272}{13.407} = 16,9\%$$

Pour une période donnée on pourra calculer un indicateur de croissance:

$$\frac{\Delta S}{\Delta Y} = \frac{\text{accroissement des salaires}}{\text{accroissement de revenus tirés de l'exportation}}$$

3. La valeur ajoutée urbaine rapportée aux exportations et aux transferts.

Il s'agit de dégager le pouvoir multiplicateur sur la valeur ajoutée, des exportations et des entrées monétaires liées aux transferts publics et privés.

Un indicateur peut être fourni par le rapport:

$$\frac{\text{Valeur ajoutée urbaine (privée + publique)}}{\text{Total des exportations urbaines + transferts publics et privés vers les centres}}$$

Dans l'espace étudié, ce rapport est égal:

a) pour les centres semi-urbains, à :

$$\frac{1.259}{1.265} = 99\%$$

b) pour Bouaké, à :

$$\frac{17.845,5}{19.385,0} = 92\%$$

4. Le pouvoir multiplicateur des revenus sur la formation brute de capital fixe.

Il montre dans quelle mesure la création de revenus dans chacun des milieux contribue à la formation brute de capital fixe et,

en conséquence, à l'accroissement futur de la production et de la productivité.

Pour le secteur privé et le secteur public on obtient pour chaque milieu du domaine d'étude les résultats suivants:

Indicateur	Zone rurale	Centres semi-urbains	Bouaké
<u>F.B.C.F. privée</u> rev.sect. privé	$\frac{155}{2.509} = 6\%$	$\frac{152}{1.054} = 14\%$	$\frac{1.179}{6.460} = 18\%$
<u>F.B.C.F. publique</u> dép. sect. public		$\frac{49}{684} = 7\%$	$\frac{231}{3.746} = 6\%$

La faiblesse de ce rapport, quel que soit le milieu ou le secteur, est d'autant plus grave pour l'avenir que la majorité des investissements sont effectués dans le domaine de l'habitat. A Bouaké, les investissements productifs représentent en moyenne 6,6% du revenu, et 3% dans les centres semi-urbains.

5. Le pouvoir multiplicateur des investissements

La spécialisation se traduit, en général, par un accroissement des investissements. A une augmentation du degré de spécialisation devrait correspondre une croissance:

- de la production,
- des revenus,
- de la valeur ajoutée,
- de la consommation locale.

En fait, la spécialisation peut avoir d'autres conséquences:

a) un investissement n'entraîne pas toujours un accroissement de la production. Par exemple, l'implantation d'un plus grand nombre de stations d'essence dans un centre n'est pas forcément suivie par une augmentation des ventes. On peut observer la diminution

du rapport suivant:

$$\frac{\triangle \text{ Production}}{\triangle \text{ Investissements}}$$

b) l'installation d'une entreprise moderne entraîne un accroissement des salaires distribués:

$$\frac{\triangle \text{ Salaires}}{\triangle \text{ Investissements}}$$

Cet effet favorable peut être annulé par la diminution des revenus bruts d'exploitation du secteur traditionnel:

$$\frac{\triangle \text{ Salaires}}{\triangle \text{ R.B.E. secteur traditionnel}}$$

Mais la perte subie par les entrepreneurs traditionnels est théoriquement compensée par le revenu des entreprises modernes:

$$\frac{\triangle \text{ R B E secteur traditionnel}}{\triangle \text{ R B E secteur moderne}} < 1$$

c) Cependant cet accroissement de revenu peut n'avoir que des conséquences très limitées sur le développement urbain. En effet, le secteur moderne est, en général, étranger au milieu considéré. Ses dépenses concernent en majorité des produits d'importation, d'où les fuites importantes au niveau de la consommation et des investissements; on mesurera le pouvoir multiplicateur réel des investissements par la formule classique:

$$\frac{Y}{I} = \frac{1}{1-c} \text{ , où c sera la propension à consommer des produits locaux.}$$

d) La consommation intermédiaire peut absorber une partie de l'accroissement de la production quand on passe du secteur traditionnel au secteur moderne.

On retiendra les indicateurs suivants selon les opérations de développement envisagées:

Consommation intermédiaire

Production

Consommation intermédiaire

Revenu

On fera d'utiles comparaisons, concernant la valeur de ces rapports:

- dans le milieu urbain, entre les entreprises modernes et les entreprises traditionnelles correspondantes;

- en zone rurale, entre les exploitations des secteurs pilotes et les exploitations agricoles traditionnelles.

6. Productivité locale et productivité nationale.

La différence de productivité entre la zone étudiée et l'extérieur est l'un des facteurs qui explique l'attraction exercée par le reste du pays, sur les mouvements migratoires et les transferts de capitaux issus de l'espace concerné.

L'indicateur peut être:

$$\frac{\text{Production locale par tête}}{\text{Production nationale par tête}} = \frac{37.000}{69.400} = 53\%$$

7. Poids relatif des différents marchés de consommation finale.

La consommation finale des ruraux devrait constituer le principal facteur inducteur sur la production urbaine.

Le poids du marché potentiel rural représente:

a) par rapport à celui des centres semi-urbains

$$\frac{\text{Consommation finale rurale}}{\text{Consommation finale centres semi-urbains}} = \frac{1.486}{802} = 185\%$$

b) par rapport à celui de Bouaké

$$\frac{\text{Consommation finale rurale}}{\text{Consommation finale Bouaké}} = \frac{1.486}{8.394} = 18\%$$

Section II. - LES INDICATEURS DE POLARISATION

Ils se proposent de mettre en évidence d'une part, les phénomènes de polarisation des zones rurales par les centres semi-urbains et de cet ensemble par la capitale régionale; d'autre part les effets de domination de l'extérieur.

1. Les indicateurs de polarisation de la zone rurale par les centres semi-urbains

Les effets d'attraction peuvent s'exercer au niveau:

- des flux monétaires de biens et de services,
- des mouvements migratoires.

a) Les flux monétaires de biens et de services

Le tableau suivant montre que la zone retenue effectue 78% de ses achats et de ses ventes par l'intermédiaire des centres semi-urbains. Elle contribue pour 47% à la formation de valeur ajoutée des activités de biens et de services de ces mêmes centres.

Les effets induits par la demande et l'offre de la zone rurale peuvent être aussi appréciés en rapportant leur valeur ajoutée

induite à la valeur ajoutée totale des centres semi-urbains:

$$\frac{\text{V. A. induite}}{\text{V.A. totale des centres (privée + publique)}} = \frac{280}{1.259} = 22\%$$

b) les mouvements migratoires durables:

En valeur relative, de la zone rurale vers les centres semi-urbains, ils représentent:

$$\frac{\text{Mouvements migratoires de la zone rurale vers les centres semi-urbains}}{\text{Total mouvements migratoires de la zone rurale}} = 5\%$$

LES INDICATEURS DE POLARISATION DE LA ZONE RURALE PAR LES CENTRES SEMI-URBAINS

APPLICATION A L'ESPACE ETUDIE

I N D I C A T E U R S		Valeur (Millions CFA)	Degré de polarisation (en %)	Valeur ajoutée induite dans les centres (millions CFA)	V.A.induite V.A.T.centres
Achats des zones rurales aux centres semi-urbains rapportés au total des achats de ces zones rurales, pour les produits suivants	Produits importés	$\frac{726}{866}$	84	100	$\frac{100}{230} = 43\%$
	Artisanat et petite indus- trie de trans- formation	$\frac{50}{80}$	62	36	$\frac{36}{137} = 26\%$
	Transport	$\frac{60}{147}$	40	24	$\frac{24}{134} = 18\%$
	Services	$\frac{17}{20}$	85	10	$\frac{10}{35} = 28\%$
Ventes des zones rurales aux centres rapportées au total des ventes des zones rurales, pour les produits suivants	Produits de la traite (ca- fé, cacao, palmiste)	$\frac{858}{958}$	90	85	$\frac{85}{89} = 95\%$
	Vivriers	$\frac{205}{380}$	54	25	$\frac{25}{88} = 28\%$
Total ventes et achats des zones rurales aux centres		<u>1.916</u>	78	280	$\frac{280}{597} = 47\%$
Total ventes et achats des zones rurales		2.451			

2. Les indicateurs de polarisation des centres semi-urbains par la grande ville.

Le tableau suivant montre que les centres semi-urbains retenus dans la zone de polarisation de Bouaké effectuent 54% du total de leurs achats et de leurs ventes par l'intermédiaire de cette ville.

La valeur ajoutée induite par leur offre et leur demande peut être comparée à la valeur ajoutée totale de Bouaké:

$$\frac{\text{V. A. induite centres semi-urbains}}{\text{V. A. totale activités Bouaké}} = \frac{363}{5.294} = 7\%$$

3. Les indicateurs de polarisation des centres semi-urbains et de la zone rurale par la ville

Nous mesurerons les effets d'attraction au niveau:

- des flux monétaires de biens et de services
- des mouvements migratoires.

a) Les flux monétaires de biens et de services

Aux flux analysés dans le paragraphe précédent sous la même rubrique nous ajoutons:

- les achats directs de la zone rurale à Bouaké,
- les ventes directes de la zone rurale à Bouaké.

On obtient ainsi pour la zone rurale et les centres semi-urbains:

$$\frac{\text{Importations de Bouaké + Exportations vers Bouaké}}{\text{Total (importation + exportations)}} = \frac{2.000}{3.453} = 57\%$$

LES INDICATEURS DE POLARISATION DES CENTRES SEMI-URBAINS PAR BOUAKE

APPLICATION A L'ESPACE ETUDIE

INDICATEURS		Valeur millions Francs C.F.A.	Degré de polarisation (en %)
Achats des centres semi-urbains à Bouaké rapportés au total des achats des centres semi-urbains, pour les produits suivants:	Produits importés	$\frac{1.130}{1.560}$	72
	Artisanat, petite industrie transformation	$\frac{60}{62}$	97
	Transport	$\frac{110}{120}$	92
	Services	$\frac{35}{35}$	100
Ventes des centres semi-urbains à Bouaké, rapportées au total des ventes des centres semi-urbains, pour les produits suivants:	Produits traite	$\frac{135}{900}$	15
	Produits vivriers	$\frac{10}{65}$	15
Total achats et ventes des centres semi-urbains à Bouaké		$\frac{1.480}{2.742}$	54
Total des exportations et importations des centres semi-urbains			

La valeur ajoutée induite par cette offre et cette demande comparée à la valeur ajoutée totale de Bouaké pour la même série d'activités, représente:

$$\frac{\text{V. A. induite}}{\text{V. A. totale activités Bouaké}} = \frac{670}{5.294} = 12,5\%$$

b) Les mouvements migratoires de la zone rurale vers la ville

Ils représentent:

$$\frac{\text{Mouvements migratoires de la zone rurale vers Bouaké}}{\text{Total mouvements migratoires issus de la zone rurale}} = 15\%$$

L'étude de Bouaké a montré que la population baoulé (originale précisément de la zone rurale de Bouaké) ne forme que le quart de la population totale.

3. Les indicateurs de dépendance par rapport à l'extérieur.

L'effet de domination de l'extérieur peut se mesurer par:

a) Le poids des transferts nets en provenance de l'extérieur dans le revenu total:

$$\frac{\text{Transferts privés ou (et) transferts publics}}{\text{Revenu total}}$$

soit pour les centres semi-urbains et la zone rurale étudiés:

$$\frac{775 + 749}{4.247} = 36\%$$

De même pour les transferts bruts, on peut calculer:

$$\frac{\text{Transferts vers l'extérieur}}{\text{Transferts privés + transferts publics de l'extérieur}}$$

soit pour les milieux rural et semi-urbain:

$$\frac{473}{1.000} = 47 \%$$

b) Le volume des échanges commerciaux:

Il peut être apprécié par le rapport:

$$\frac{\text{Exportations}}{\text{Importations}}$$

soit pour l'ensemble de la "région", y compris les importations pour réexportations et les marges commerciales:

$$\frac{14.947}{14.054} = 1,06$$

c) Le poids des échanges en biens et services:

pour chaque branche d'activité:

$$\frac{\text{Production de la branche}}{\text{Importations ou (et) Exportations correspondantes}}$$

pour l'ensemble de la "région"

$$\frac{\text{Production totale}}{1/2 (\text{Importations} + \text{Exportations})} = \frac{16.626}{14.500} = 1,14$$

$$\frac{\text{Production totale}}{\text{Importations}} = \frac{16.626}{14.054} = 1,18$$

$$\frac{\text{Production totale}}{\text{Exportations}} = \frac{16.636}{14.947} = 1,11$$

Section III. - LES INDICATEURS DE NIVEAU DE VIE

1. Les indicateurs de croissance:

Le passage d'un milieu à l'autre se traduit par une modification du revenu moyen par tête.

On retiendra les indicateurs suivant (évalués ici en termes uniquement monétaires):

revenu moyen par tête des centres semi-urbains	=	$\frac{46.000}{8.400}$	= 5,5
revenu moyen par tête de la zone rurale			
revenu moyen par tête de Bouaké	=	$\frac{108.000}{46.000}$	= 2,3
revenu moyen par tête des centres semi-urbains			
revenu moyen par tête de Bouaké	=	$\frac{108.000}{8.400}$	= 12,9
revenu moyen par tête de la zone rurale			

Ces indicateurs restent grossiers dans la mesure, en particulier, où ils ne tiennent pas compte des différences de prix et d'autoconsommation d'un milieu à l'autre. Cependant, les écarts de revenus entre le milieu rural et semi-urbain, d'une part, et de chacun d'entre eux avec Bouaké, d'autre part, sont suffisamment importants pour nous paraître significatifs.

2. Elasticité de consommation.

En général, l'échantillon sera trop étroit pour que les élasticités de consommation des urbains soient significatives. Il faudrait, en effet, pouvoir élaborer une stratification à sept

dimensions au moins, en raison des facteurs suivants qui influencent les comportements et accentuent les écarts:

- ethnie,
- catégorie socio-professionnelle,
- ancienneté de l'urbanisation,
- taille de la famille,
- nombre d'épouses,
- nombre d'élèves,
- revenus réalisés par les divers membres du ménage.

Pour la zone rurale il sera possible de calculer des élasticités spatiales. Toutefois, il faut signaler que certaines dépenses obéissent à des motifs qui ne sont pas essentiellement d'ordre économique. On peut citer par exemple, les achats de viandes et de boissons diverses... liés aux obligations culturelles, dont l'impact sur le budget peut varier considérablement d'une année à l'autre.

Par ailleurs, il semble que dans les villes il y ait discontinuité dans les consommations entre les catégories socio-professionnelles.

3. Indice des prix

De même, il sera difficile de calculer un indice des prix. Il faudrait pouvoir tenir compte, d'une part, de la diversité des sources d'approvisionnement, des mouvements temporels et spatiaux des prix, et d'autre part, des variations quotidiennes du nombre des rationnaires.

CONCLUSION

Au terme de ce travail, nous voudrions faire quelques remarques sur la portée des méthodes et indicateurs présentés.

La difficulté des "analyses régionales" est que l'essentiel des décisions susceptibles de modifier l'espace étudié, ont leur origine à l'extérieur de cet espace: les mouvements de capitaux, les phénomènes migratoires, les transformations du monde rural dépendront longtemps encore d'agents économiques étrangers à la région, sinon à la nation. L'analyse régionale déborde toujours ainsi son cadre propre pour se pencher sur des questions qui, a priori, n'ont pas un rapport évident avec les problèmes régionaux. En fait, seules ces questions ont sans doute de l'importance, les problèmes régionaux n'en étant qu'un sous-produit.

Du point de vue de l'analyse proprement dite, quel que soit le cadre spatial adopté, il est toujours possibles de présenter un certain nombre de chiffres et de tableaux. La difficulté commence avec l'interprétation. Or, étant donné la complexité des comportements en cause, cette interprétation est souvent hasardeuse. Il nous semble alors souhaitable que les enquêtes ultérieures mettent surtout l'accent sur les aspects qualitatifs des problèmes soulevés par la croissance, et qu'elles ne s'attachent qu'à des échantillons très restreints: le souci d'exhaustivité a souvent conduit à effectuer des enquêtes lourdes peu rentables sur des espaces non significatifs. L'accent devrait être mis aujourd'hui sur le degré de finesse des analyses.

Cette dernière position ne constitue pas un retour à une approche monographique ou purement anthropologique. Elle est au contraire, à un stade où les cadres comptables classiques de la planification se révèlent mal adaptés aux besoins, le seul moyen de sortir d'une impasse, ressentie autant au niveau de l'analyse qu'à celui de l'action.

BIBLIOGRAPHIE DES ETUDES ET TRAVAUX
PUBLIES ANTERIEUREMENT AU PRESENT RAPPORT

B I B L I O G R A P H I E

I. - TRAVAUX EFFECTUES DANS LE CADRE DU PROTOCOLE GENERAL D'ACCORD CONCLU AVEC LA REPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE

A. - Problèmes démographiques

Béoumi - Exploitation manuelle de l'enquête démographique
ORSTOM; Min. du Plan; Min. de l'Agriculture
multigr. 31 pages; Abidjan; Octobre. 1967.

Sakasso - Exploitation manuelle de l'enquête démographique
ORSTOM; Min. du Plan; Min. de l'Agriculture
multigr. 21 pages; Abidjan; Novembre 1967.

Rapport préliminaire d'enquête des zones d'extension des secteurs-
pilotes Diabo-Brobo. (1ère partie; enquête démographique)

- B. LE COUR GRANDMAISON. - ORSTOM; Min. du Plan;
Min. de l'Agriculture
multigr. 98 pages; ORSTOM Sciences Humaines;
Vol. II N° 1; Abidjan; 1969.

Mouvements migratoires et développement économique dans la
zone dense à l'Ouest de Bouaké

- J. MICHOTTE. - ORSTOM; Min. du Plan; Min. de
l'Agriculture
multigr. 76 pages; ORSTOM Sciences Humaines;
Vol. I N° 9; Abidjan; 1968.

Recensement d'Agboville. Exploitation mécanographique

- ORSTOM; Min. du Plan; Min. de l'Agriculture;
Direction de la Statistique
multigr. 108 pages; ORSTOM Sciences Humaines;
Vol. I N°5; 1968.

- Dabakala -- Recensement démographique (Janvier 1969)
G. ANCEY.- ORSTOM; Min. du Plan; Min. de
l'Agriculture
multigr. ORSTOM Sciences Humaines;
Vol. III N°1; Tome I et II; 98 pages;
46 tableaux; 1970.
- San Pedro -- Recensement démographique (Février 1969)
J. CHEVASSU; ORSTOM; Min. du Plan; Min. des
Finances, Direction de la Statistique; ARSO.
multigr. 36 pages; Abidjan; Avril 1970.

B.- Economie Urbaine

Rapport préliminaire d'étude des centres semi-urbains.

- J. CHEVASSU; ORSTOM; Min. du Plan; Min. de
l'Agriculture.
multigr. 66 pages; Abidjan; Septembre 1967.

Etude économique d'un centre semi-urbain - BEOUMI.

- J. CHEVASSU; ORSTOM; Min. du Plan; Min. de
l'Agriculture.
multigr. 130 pages; ORSTOM Sciences Humaines;
Vol. I N°3; Abidjan; 1968.

Etude de quelques centres semi-urbains

- J. CHEVASSU; ORSTOM; Min. du Plan; Min. de
l'Agriculture
multigr. 226 pages; ORSTOM Sciences Humaines;
Vol. I N°7; Abidjan; 1968.

Essai de définition de quelques indicateurs de structure et de
fonctionnement de l'économie des centres semi-urbains

- J. CHEVASSU; ORSTOM; Min. du Plan; Min. de
l'Agriculture
multigr. 47 pages; ORSTOM Sciences Humaines;
Vol. III N°2 -- 1970.

Note de synthèse sur l'économie de la ville de Bouaké

- P. CASTELLA et D. BAILLON; ORSTOM; Min. du Plan; Min. de l'Agriculture.
multigr. 90 pages; ORSTOM Sciences Humaines;
Vol. III N°7; 1970.

C. - Economie rurale: structures de production

Etude comparative de cinq strates d'exploitation de la zone rurale de Brobo -- Evolution 1961 -- 1967.

- G. ANCEY.- ORSTOM; Min. du Plan; Min. de l'Agriculture.
multigr. 152 pages; Bouaké Avril 1968.

Groupes de production et niveaux de revenus dans la zone dense à l'Ouest de Bouaké.

- J. MICHOTTE.- ORSTOM; Min. du Plan; Min. de l'Agriculture.
multigr. 75 pages; ORSTOM Sciences Humaines;
Vol. II N°2; Abidjan; 1969.

Les notions d'activité et d'actifs à l'intérieur d'une exploitation agricole

- G. ANCEY.- ORSTOM;
multigr. 22 pages; Bouaké; Juin 1968.

Exploitations agricoles en pays Djamaïa-Djimini
(aspects de la vie rurale)

- G. ANCEY.- ORSTOM; Min. du Plan; Min. de l'Agriculture.
174 pages; ORSTOM Sciences Humaines;
Vol. II N° 6 1969.

D. - Economie rurale : opérations de développement

Bilan de l'opération secteurs-pilotes en Moyenne Côte d'Ivoire
(1959-1968)

- Ph. BONNEFOND.- ORSTOM; Min. du Plan;
Min. de l'Agriculture.
2 tomes - multigr. 175 et 101 pages
ORSTOM Sciences Humaines;
Vol. I N°6; Abidjan 1968.

Etude d'une expérience d'animation rurale en Côte d'Ivoire

- J. MICHOTTE.- ORSTOM;
multigr. 80 pages; Abidjan; Mars 1970.

Essai d'appréciation des effets des opérations de développement
à partir de l'étude d'un groupe de budgets familiaux (Sous-Préfecture
de Béoumi; Département du Centre)

- J. MICHOTTE.- ORSTOM;
multigr. 54 pages; Abidjan; Juin 1967.

Les centres de productivité de Bounda et de Saminikro

- G. ANCEY.- ORSTOM;
multigr. 30 pages; Abidjan Décembre 1967.

Innovation et transformation du milieu rural en Côte d'Ivoire:
La diffusion du coton Allen dans la zone dense à l'Ouest
de Bouaké

- J. MICHOTTE.- ORSTOM
multigr. 20 pages - 1969.

Notes sur les zones de développement de Brobo et de Diabo
(document de travail)

- Ph. BONNEFOND.- ORSTOM; Min. du Plan; Min.
de l'Agriculture.
multigr. 113 pages; ORSTOM Sciences Humaines;
Vol. II N°3; Abidjan 1969.

Temps de travaux manuels et enquêtes complémentaires en agriculture semi-motorisée (premiers résultats)

- Ph. BONNEFOND.- ORSTOM; Min. du Plan; Min. de l'Agriculture.
Bouaké; Octobre 1969; 60 pages dactyl.
(rapport définitif à paraître en 1971).

E. - Eléments d'analyse régionale

Esquisse bibliographique du département du Centre de la Côte d'Ivoire

- Ph. BONNEFOND.- ORSTOM; Min. du Plan; Min. de l'Agriculture
Bouaké 1968; 49 p. + 2 p. (errata) + 5 pages
(compléments et mise à jour; juillet 1968),
multigr.

Etude de la zone rurale de Brobo - Présentation Méthodologique

- G. ANCEY.- ORSTOM;
multigr. 30 pages; Bouaké; Août 1967.

La zone rurale de Brobo vue à travers son marché hebdomadaire

- G. ANCEY.- ORSTOM; Min. du Plan; Min. de l'Agriculture.
Rapport détaillé; multigr. 162 pages;
Bouaké; Septembre 1967
Rapport résumé; multigr. 69 pages;
Bouaké; Novembre 1967.

Problèmes d'analyse régionale: les zones rurales et les centres secondaires de la région de Bouaké.

- J. MICHOTTE et J. CHEVASSU
ORSTOM.- Min. du Plan; Min. de l'Agriculture
2 tomes; multigr. 80 pages et 39 pages
6 cartes et schémas
ORSTOM Sciences Humaines;
Vol. II N°4, Abidjan 1969.

Les marchés du pays Baoulé de la zone dense

- J. MICHOTTE.- ORSTOM; Min. du Plan; Min. de l'Agriculture
Tome I: Typologie, organisation et fonctionnement; multigr. 29 p.
Tome II: Annexes cartographiques 27 cartes
ORSTOM Sciences Humaines; Vol. III N°5 - 1970.

II. - TRAVAUX EFFECTUES AU SEIN DU MINISTERE DU PLAN

A.- Régionalisation du Plan

Esquisse régionalisée des objectifs de production

- J. L. LIERDEMAN; Min. du Plan; D.E.D.
2 tomes multigr. 84 et 63 p. Abidjan, Juin 1968.

Esquisse régionalisée;note complémentaire: superficies nécessaires à la réalisation des objectifs agricoles

- J. L. LIERDEMAN; Min. du Plan; D.E.D.
multigr. 41 pages; Abidjan, Juin 1968.

Estimation du revenu agricole par sous-régions

- J. L. LIERDEMAN; Min. du Plan; D.E.D.
multigr. 3 pages; 5 cartes; 1969

La répartition régionale des investissements publics

- J. L. LIERDEMAN; Min. du Plan; D.E.D.
multigr. 13 p; 1969.

Objectifs de production et force de travail disponible

- J. L. LIERDEMAN; Min. du Plan; D.E.D.
Document de travail
multigr. 34 pages; Abidjan; Octobre 1969.

La croissance agricole et industrielle au niveau régional
travaux préparatoires au plan 1971-1975; deuxième esquisse

- J. L. LIERDEMAN; Min. du Plan; D.E.D.
72 pages; Abidjan 1970.

B.- Aménagement du Territoire

Essai de division régionale de Côte d'Ivoire

- J. P. TROUCHAUD.- ORSTOM; Min. du Plan;
multigr. 152 pages; ORSTOM Sciences Humaines;
Vol. I N°8; Abidjan; 1968.

Population rurale et urbaine par Département et par Sous-Préfecture. Estimation 1965. Projections 1970-1975-1980.

- J. P. TROUCHAUD.- J. L. LIERDEMAN
Document de travail, Février 1970.

Zone rurale de San Pedro; enquêtes démographiques
(1er semestre 1969)

- J. P. TROUCHAUD. - ORSTOM; Min. du Plan
Min. de l'Agriculture; District Autonome de
San Pedro.
Document de travail; multigr.

Propositions pour un cadre régional de planification en
Côte d'Ivoire

- Travaux préparatoires au Plan 1971-1975
Document de travail
J. P. TROUCHAUD.- Min. du Plan;
multigr. 43 pages; Mars 1970.

Aménagement du territoire et régionalisation du Plan

- Travaux préparatoires au Plan 1971-1975
Document de travail provisoire
J. L. LIERDEMAN - J. P. TROUCHAUD; Min. du
Plan.
multigr. 48 pages; Mai 1970.